

**Déménagement – Rue du Capitaine Guynemer**  
**Règlementation de la circulation et du stationnement**

**La Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise DEMENAGEMENTS DELAGE, dont le siège social se situe 81 rue de la Gare, 16330 Vars, en date du 14 février 2024,

**Considérant** l'étroitesse de la rue,

**Considérant** qu'il est nécessaire de régler la circulation et le stationnement rue du Capitaine Guynemer afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement au droit du n° 4 de ladite rue,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue du Capitaine Guynemer, le **jeudi 29 février 2024, de 8h00 à 18h00**, à l'exception du véhicule immatriculé FN – 557 – SV appartenant à l'entreprise DEMENAGEMENTS DELAGE.

**Article 2 :** Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule entre le n° 4 et le n° 6 de la rue du Capitaine Guynemer, le **jeudi 29 février 2024, de 8h00 à 18h00**, à l'exception du véhicule immatriculé FN – 557 – SV appartenant à l'entreprise DEMENAGEMENTS DELAGE.

**Article 3 :** La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

**Article 4 :** Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette règlementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

**Article 5** : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

**Article 6** : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise DEMENAGEMENTS DELAGE, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,  
Déléguée à la Sécurité,  
Marylène JAUNEAU

